



DOSSIER DE PRESSE

Filières et recyclage, le bilan en 2010¹

Le réemploi, une filière à part entière

— Octobre 2010



Le développement du recyclage et l'amélioration des filières déchets dites à « responsabilité élargie des producteurs » (REP) – c'est-à-dire instaurées pour favoriser la prévention, la collecte, le recyclage et le traitement des déchets générés par leurs produits par les fabricants, importateurs et distributeurs - sont un chantier important du Plan déchets issu du Grenelle de l'Environnement.

Ce sont également les thèmes directeurs du Colloque Filières et Recyclage (19 & 20 octobre 2010) qui réunit, tous les deux ans à Paris, les différents acteurs impliqués dans la gestion des produits usagés.

A cette occasion, l'ADEME dresse **un bilan du recyclage** et constate qu'en 2008, l'industrie française des matières premières a pu par ce biais :

- **économiser 5,8 millions de tonnes-équivalent-pétrole** (tep) d'énergies non renouvelables, soit environ 2,2% de la consommation française totale d'énergies non renouvelables pour la même année ;
- **éviter l'émission de 19 millions de tonnes-équivalent-CO₂**, soit environ 3,6% des émissions brutes (hors puits de carbone) de gaz à effet de serre en France métropolitaine pour la même année ; les deux tiers viennent de l'acier.
- **économiser 113 millions de m³ d'eau**, soit environ 2% de la consommation annuelle nette (prélèvement moins restitution au cycle de l'eau continental) française totale.

¹ Bilan portant sur les années 2008 et 2009

La meilleure gestion des produits usagés et les progrès du recyclage reposent aussi et en grande partie sur les filières dites à « responsabilité élargie des producteurs ». L'ADEME livre les chiffres clés 2009 relatifs à la dizaine de filières REP existantes. Le Plan déchets du Grenelle Environnement prévoit de les élargir à de nouveaux domaines comme les DASRI² ou encore les déchets diffus spécifiques que sont les produits chimiques et enfin l'ameublement.

Mais la grande nouveauté de cette édition 2010 est la tenue **des premières assises nationales du réemploi le 20 octobre**.

Le **réemploi**, en plein développement sous l'effet de la crise économique qui vient s'ajouter à la prise de conscience environnementale, permet d'offrir **une seconde vie à 180 000 tonnes d'objets** donnés ou abandonnés par leur propriétaire (mobilier, textile, jouets...). Il aurait généré en 2008 un **chiffre d'affaires de 200 à 300 millions d'euros**. Et le nombre de bénéficiaires serait de l'ordre de 2,4 millions de personnes

L'ADEME EN BREF

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) est un établissement public sous la tutelle conjointe du ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer et du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Elle participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable.

Afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale, l'agence met à disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, ses capacités d'expertise et de conseil. Elle aide en outre au financement de projets, de la recherche à la mise en œuvre et ce, dans les domaines suivants : la gestion des déchets, la préservation des sols, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, la qualité de l'air et la lutte contre le bruit. www.ademe.fr

² Déchets d'activités de soins à risques infectieux

Relations presse ADEME – Ketchum :

Aurélie Chambon – 01 53 32 56 88 – aurelie.chambon@ketchum.fr

Olivia Chabbert – 01 53 32 56 92 – olivia.chabbert@ketchum.fr

SOMMAIRE

I. LE RECYCLAGE EN FRANCE : BILAN ANNUEL (DONNEES 2008)

II. LES CHIFFRES CLES DES FILIERES

FILIERES REGLEMENTEES EUROPEENNES

- Les emballages ménagers
- Les Equipements Electriques et Electroniques
- Les fluides frigorigènes fluorés
- Les médicaments
- Les piles et accumulateurs
- Les véhicules hors d'usage

FILIERES REGLEMENTEES NATIONALES

- Les papiers graphiques
- Les pneumatiques
- Les textiles d'habillement, linge de maison, chaussures

Filières en préparation

- Les bouteilles de gaz
- Les déchets diffus spécifiques (produits chimiques)
- Les déchets d'activités de soins à risques infectieux
- L'ameublement

FILIERES VOLONTAIRES

- Les produits de l'agrofourriture

III. LE REEMPLOI et la vente d'occasion

- Les Français et la seconde main
- Le panorama des acteurs du réemploi et de l'occasion
- Le marché de l'occasion en Europe
- Le panorama du secteur de la réparation en France en 2010
- Les collectivités et l'économie sociale & solidaire

www.ademe.fr

Relations presse ADEME – Ketchum :

Aurélie Chambon – 01 53 32 56 88 – aurelie.chambon@ketchum.fr

Olivia Chabbert – 01 53 32 56 92 – olivia.chabbert@ketchum.fr

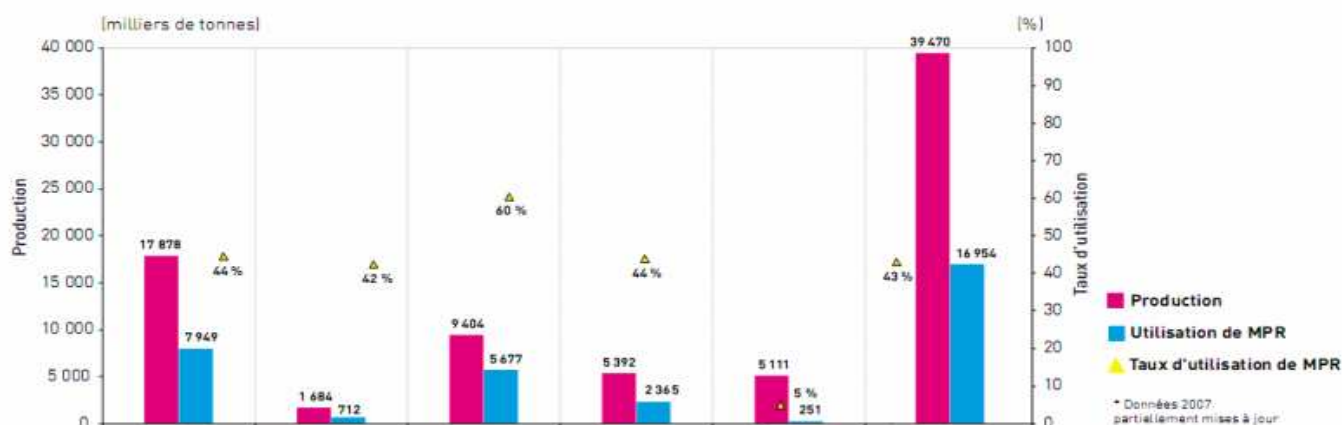
I. LE RECYCLAGE EN FRANCE : BILAN ANNUEL (données 2008)

Dans un contexte de raréfaction des ressources lié à la croissance mondiale et de **hausse du coût de l'énergie**, le recyclage permet **d'économiser des ressources naturelles** et de **faire face à la demande du marché**.

En 2008, **16,9 millions de tonnes de matières premières de recyclage** ont été utilisées en France pour contribuer à produire 39,5 millions de tonnes de matériaux (métaux, papiers-cartons, plastiques, verre).

C'est ainsi près de **43% de la production industrielle 2008 des métaux ferreux et non ferreux** (aluminium, cuivre, plomb et zinc), **des papiers et cartons, du verre et des matières plastiques qui ont reposé sur l'utilisation de matières premières de recyclage**.

Par ailleurs, la France a exporté 9,6 millions de tonnes de matières premières de recyclage cette même année.



Utilisation de matières premières de recyclage dans l'industrie primaire française en 2008

Compte tenu des quantités de matières premières de recyclage utilisées dans la production de ces matériaux, outre les économies de matières premières primaires propres à chacun des matériaux, **l'industrie française des matières premières a pu en 2008 et grâce au recyclage :**

- **économiser 5,8 millions de tonnes-équivalent-pétrole (tep) d'énergies non renouvelables**, soit environ **2,2% de la consommation française totale d'énergies non renouvelables** pour la même année ;

www.ademe.fr

Relations presse ADEME – Ketchum :

Aurélie Chambon – 01 53 32 56 88 – aurelie.chambon@ketchum.fr

Olivia Chabbert – 01 53 32 56 92 – olivia.chabbert@ketchum.fr

- **éviter l'émission de 19 millions de tonnes-équivalent-CO₂**, soit environ **3,6% des émissions brutes (hors puits de carbone) de gaz à effet de serre** en France métropolitaine pour la même année ; les 2/3 viennent de l'acier.
- **économiser 113 millions de m³ d'eau**, soit environ **2% de la consommation annuelle nette** (prélèvement moins restitution au cycle de l'eau continental) française totale.

L'impact environnemental du recyclage est évalué par comparaison entre la production d'un matériau réalisée à partir de matières premières primaires et celle à partir de matières premières de recyclage. L'évaluation repose sur des données issues d'analyses de cycle de vie (impacts tout au long de la « vie » du produit) des matériaux.

La mesure des impacts prend en compte :

- La production de matières premières (vierges versus de recyclage)
- Leur transformation sous forme de produits semi-finis ou de produits finis
- Les impacts évités en relation avec le traitement des déchets, c'est-à-dire ceux qui seraient survenus lors de leur élimination (enfouissement, incinération) en l'absence de recyclage

Les résultats tiennent compte de la production :

- de l'acier
- des métaux non ferreux (aluminium, cuivre et plomb)
- des papiers & cartons (d'emballages, à usage graphique, spéciaux & d'hygiène)
- du verre et des plastiques (polyéthylène PE et polyéthylène téréphtalate PET).

→ **Pour en savoir plus, télécharger « Le recyclage en France, Bilan annuel, données 2008 », sur www.ademe.fr/publications**

www.ademe.fr

Relations presse ADEME – Ketchum :

Aurélie Chambon – 01 53 32 56 88 – aurelie.chambon@ketchum.fr

Olivia Chabbert – 01 53 32 56 92 – olivia.chabbert@ketchum.fr

II. LES CHIFFRES CLES DES FILIERES

Le recyclage des déchets s'appuie largement sur les **filières dites à « responsabilité élargie du producteur »**. Le principe est le suivant : les fabricants, importateurs et distributeurs de produits doivent contribuer financièrement et/ou opérationnellement à la collecte sélective, au recyclage ou au traitement des déchets issus de ces produits une fois usagés. Ils peuvent assumer cette responsabilité individuellement ou collectivement dans le cadre d'un éco-organisme.

La France compte une dizaine de filières REP réglementée. Le Plan déchets du Grenelle prévoit de les développer et de les étendre à de nouveaux flux comme les déchets diffus spécifiques, l'ameublement ou les déchets d'activité de soins à risque infectieux (DASRI) perforants des patients en auto traitement.

En 2009, le gisement des produits usagés relevant d'une filière REP opérationnelle ou en cours de mise en œuvre, est estimé à environ 18 millions de tonnes dont environ 13 millions de tonnes relevant des déchets ménagers et assimilés.

L'ADEME assure une mission de suivi et d'observation de ces filières. Elle publie ainsi tous les ans, un bilan par filière (téléchargeables sur www.ademe.fr/publications)

www.ademe.fr

Relations presse ADEME – Ketchum :

Aurélie Chambon – 01 53 32 56 88 – aurelie.chambon@ketchum.fr

Olivia Chabbert – 01 53 32 56 92 – olivia.chabbert@ketchum.fr

FILIERES REGLEMENTEES EUROPEENNES

- **Les emballages ménagers**

Créée en 1992, la filière des emballages ménagers est la première filière REP d'envergure en France. Avec un gisement de 4,7 millions de tonnes, elle occupe une place importante dans le panorama des filières.

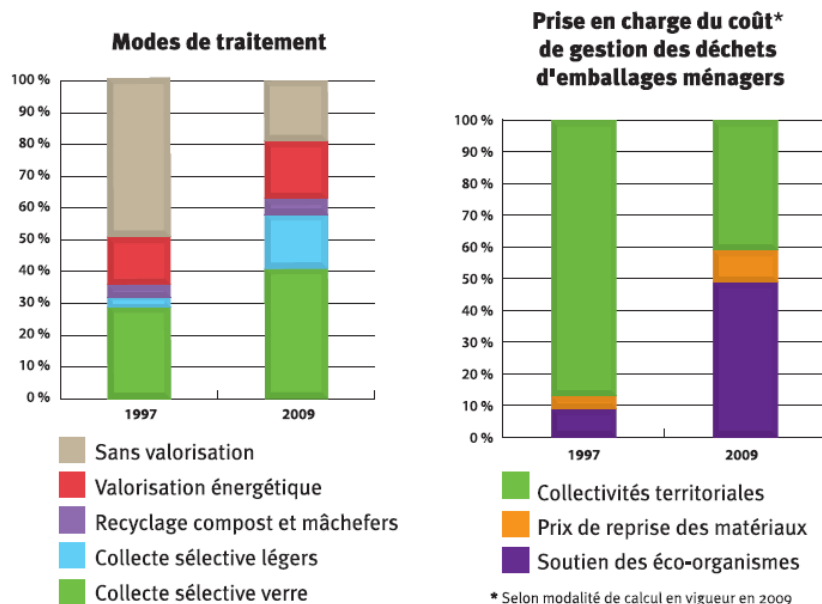
Chiffres clés 2009 :

4 698 ktonnes mises sur le marché

2 973 ktonnes recyclées

851 ktonnes valorisées en énergie

Les objectifs globaux et par matériaux fixés pour 2008 par les agréments des éco-organismes en référence à la directive européenne 2004/12/CE sont tous dépassés dès 2008, excepté pour le plastique qui a atteint son objectif de recyclage en 2009.



Perspectives : de nouveaux objectifs ont été fixés à la filière par le Grenelle Environnement : 75% de recyclage des emballages ménagers en 2012 (contre 55% dans la directive de 2008).

Pour en savoir plus, lire la synthèse « Emballages ménagers » Données 2009 – Collection REPÈRE téléchargeable sur le site Internet de l'ADEME : www.ademe.fr

www.ademe.fr

Relations presse ADEME – Ketchum :

Aurélie Chambon – 01 53 32 56 88 – aurelie.chambon@ketchum.fr

Olivia Chabbert – 01 53 32 56 92 – olivia.chabbert@ketchum.fr

- **Les Equipements Electriques et Electroniques**

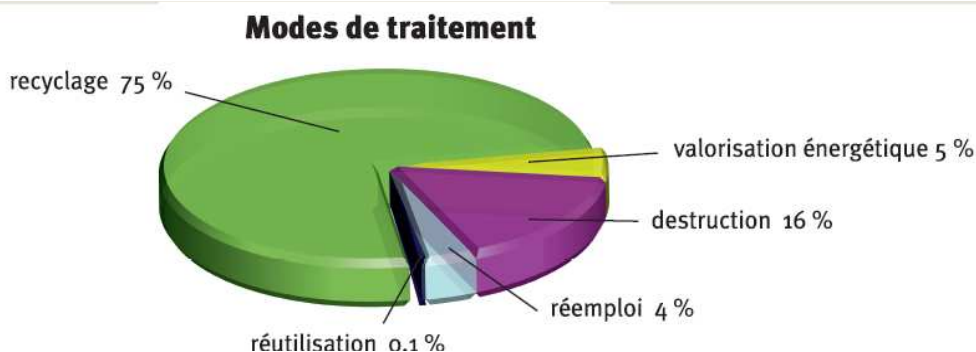
Le démarrage opérationnel de cette filière s'est fait en deux temps : en août 2005 pour les DEEE professionnels et en novembre 2006 pour les DEEE ménagers.

Chiffres clés 2009 (ménagers et professionnels) :

1 538 ktonnes mises sur le marché

393 ktonnes collectées -> objectif de collecte dépassé avec 5,7 kg/hab/an pour un objectif européen de 4 kg/hab/an

386 ktonnes traitées



Perspectives : dans le cadre de leurs agréments, les éco-organismes doivent contribuer à l'atteinte d'un taux de collecte des DEEE ménagers de 10 kg/hab./an à l'horizon 2014. La Commission Européenne a présenté en 2008 une proposition de révision de la directive DEEE, qui prévoit qu'à l'horizon 2020 le taux de collecte soit porté à 65 % de la quantité moyenne d'EEE mis sur le marché au cours des deux années précédentes, ce qui pourrait représenter, en France, environ 13 kg/hab./an. Cette valeur ainsi que les modalités de son calcul restent toutefois en discussion.

Pour en savoir plus, lire la synthèse « Equipements électriques et électroniques » Données 2009 – Collection REPÈRE téléchargeable sur le site Internet de l'ADEME : www.ademe.fr

- **Les fluides frigorigènes fluorés**

Les fluides frigorigènes sont des substances utilisées dans les systèmes de refroidissement (réfrigération et climatisation) en raison de leurs propriétés thermodynamiques.

Les émissions à l'atmosphère des fluides frigorigènes fluorés sont estimées à 7 719 tonnes, soit plus de 15,1 millions de tonnes équivalent CO₂ (données 2007).

En 2009, le gisement de fluides frigorigènes fluorés s'élève à 11 100 tonnes.

www.ademe.fr

Relations presse ADEME – Ketchum :

Aurélie Chambon – 01 53 32 56 88 – aurelie.chambon@ketchum.fr

Olivia Chabbert – 01 53 32 56 92 – olivia.chabbert@ketchum.fr

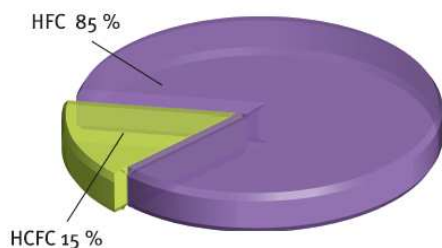
Chiffres clés 2009

0,7 ktonnes récupérées en fin d'usage par les producteurs et distributeurs

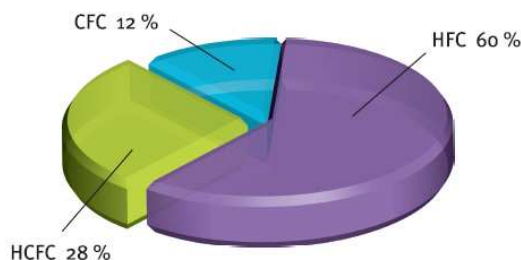
1,4 ktonnes traitées par les producteurs et distributeurs

1,2 ktonnes régénérées par les producteurs et distributeurs

Répartition des fluides frigorigènes fluorés neufs mis sur le marché en 2009



Répartition des émissions en équivalent tonnes CO₂ en 2007



Pour en savoir plus, lire la synthèse « Fluide frigorigènes fluorés » Données 2009 – Collection REPÈRE téléchargeable sur le site Internet de l'ADEME : www.ademe.fr

● Les médicaments

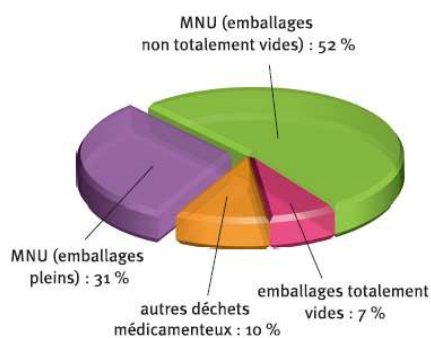
La mission de collecte des déchets issus des médicaments, effectuée depuis 15 ans de façon volontaire par les pharmaciens sous la responsabilité des laboratoires pharmaceutiques avec la création de CYCLAMED, est devenue réglementaire depuis le 1^{er} janvier 2009

Chiffres clés 2009

13,27 ktonnes traitées (incinération avec valorisation énergétique)

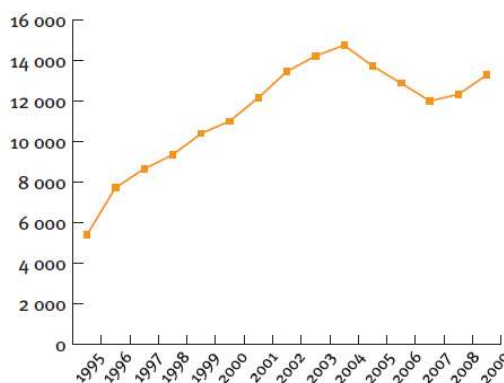
22 000 points de collecte (pharmacies)

Composition du contenu des cartons de collecte des MNU* à détruire



* MNU : Médicaments non utilisés
Source CEMAGREF

Valorisation énergétique de 1995 à 2009 (en tonnes)



www.ademe.fr

Relations presse ADEME – Ketchum :

Aurélie Chambon – 01 53 32 56 88 – aurelie.chambon@ketchum.fr

Olivia Chabbert – 01 53 32 56 92 – olivia.chabbert@ketchum.fr

Pour en savoir plus, lire la synthèse « Médicaments » Données 2009 – Collection REPÈRE téléchargeable sur le site Internet de l'ADEME : www.ademe.fr

- **Les piles et accumulateurs**

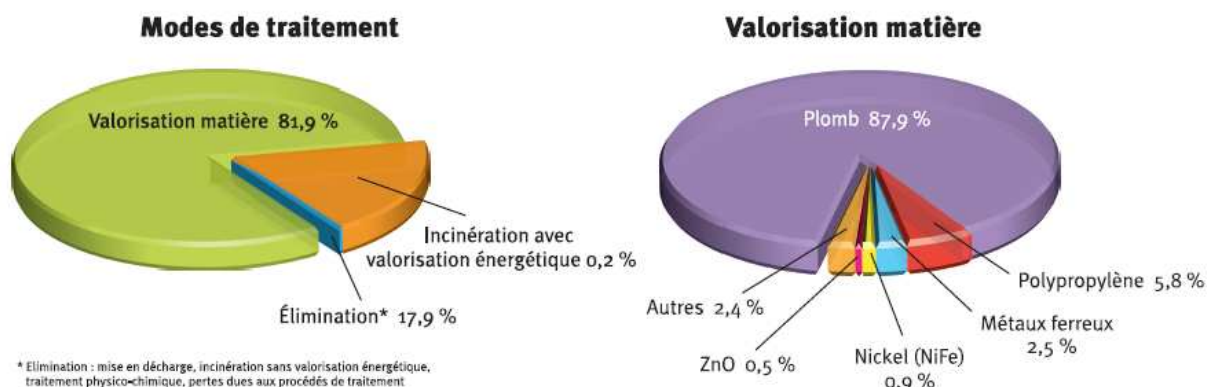
Le dispositif, en cours depuis 2001 pour les piles et accumulateurs des ménages, a été élargi à tous les types de piles et accumulateurs (portables, automobiles et industriels) depuis septembre 2009 conformément à la nouvelle directive européenne 2006/66/CE.

Chiffres clés 2008

240 ktonnes mises sur le marché dont 31,5 ktonnes de P&A portables

185 ktonnes collectées dont 9,2 ktonnes de P&A portables (39 000 points de collecte)

240,7 ktonnes traitées dont 17 ktonnes de P&A portables



Perspectives : cette filière poursuit sa structuration afin d'atteindre les objectifs fixés par la directive en matière de taux de collecte pour 2016 et de rendements de recyclage. Par ailleurs, des travaux sont en cours pour mettre en œuvre la réglementation sur les piles et accumulateurs de l'automobile.

Pour en savoir plus, lire la synthèse « Piles et accumulateurs » Données 2009 – Collection REPÈRE téléchargeable sur le site Internet de l'ADEME : www.ademe.fr

- **Les véhicules hors d'usage (VHU)**

Le dispositif en vigueur depuis le 24 mai 2006 prévoit que les détenteurs de véhicules hors d'usage doivent les remettre à des démolisseurs ou des broyeurs agréés. Les démolisseurs assurent la dépollution et le démontage du véhicule pour en extraire les différents éléments réutilisables ou recyclables (pièces détachées, pneumatiques, batterie...) avant de remettre les carcasses à des broyeurs agréés.

Pour l'année 2008, le taux de « recyclage et de réutilisation » et le taux de « réutilisation et de valorisation » des VHU traités sont respectivement de 79,9 % et de 81,4 % ce qui est inférieur

www.ademe.fr

Relations presse ADEME – Ketchum :

Aurélie Chambon – 01 53 32 56 88 – aurelie.chambon@ketchum.fr

Olivia Chabbert – 01 53 32 56 92 – olivia.chabbert@ketchum.fr

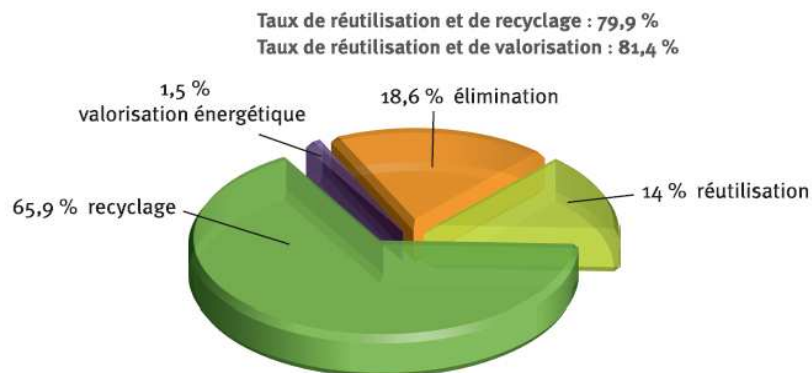
aux objectifs de la directive européenne qui sont respectivement de 80 % et 85 % au 1er janvier 2006. L'atteinte des objectifs réglementaires, notamment à l'échéance du 1er janvier 2015 où les taux montent à 85 % et 95 %, passera par une amélioration significative de la valorisation de la fraction non métallique des matériaux constitutifs des VHU comme les plastiques, les caoutchoucs et le verre.

Chiffres clés 2009

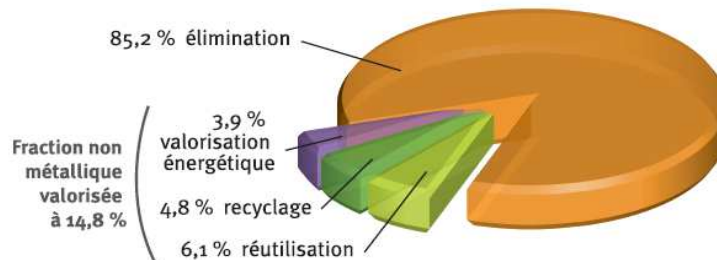
Près de 2 millions de VHU (dont environ de 600 000 liés à la prime à la casse) soit 1,88 million de tonnes

Environ 3 VHU sur 4 sont traités par la filière agréée

Modes de traitement



Modes de valorisation de la fraction non métallique



Perspectives : le 15 avril 2010, la Cour de justice de l'Union européenne a condamné la France pour transposition incorrecte de la directive relative aux véhicules hors d'usage. Les travaux de réécriture du décret VHU sont désormais bien avancés.

Pour en savoir plus, lire la synthèse « Automobiles » Données 2009 – Collection REPÈRE téléchargeable sur le site Internet de l'ADEME : www.ademe.fr

www.ademe.fr

Relations presse ADEME – Ketchum :

Aurélie Chambon – 01 53 32 56 88 – aurelie.chambon@ketchum.fr

Olivia Chabbert – 01 53 32 56 92 – olivia.chabbert@ketchum.fr

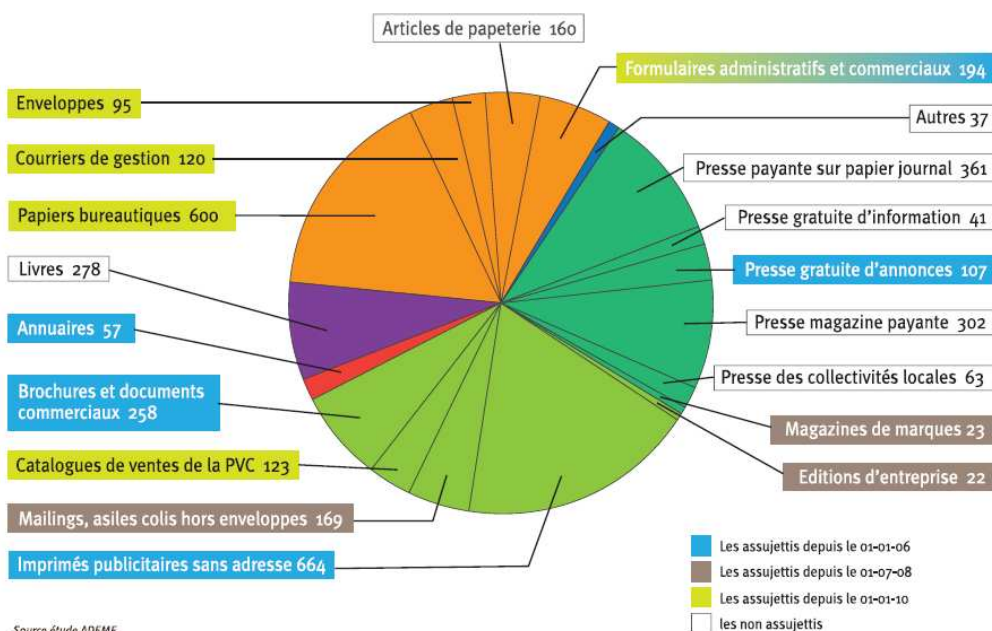
FILIERES REGLEMENTEES NATIONALES

La création des filières REP réglementées nationales ne découle pas d'obligation européenne spécifique de collecte ou de valorisation en dehors de la réglementation cadre sur les déchets 2008/98/CE du 19 novembre 2008. Déjà largement engagé avant le Grenelle de l'environnement, le recours au principe de la REP s'est intensifié avec la création de 5 nouvelles filières REP depuis septembre 2007 : textile, ameublement, produits chimiques identifiés sous l'intitulé Déchets Diffus Spécifiques (DDS), bouteilles de gaz, Déchets d'Activités de Soins à Risque Infectieux (DASRI).

- **Les papiers graphiques**

Ils constituent un gisement de 3,7 millions de tonnes (2,55 millions de tonnes consommées par les ménages et 1,15 million de tonnes consommées par les secteurs professionnels). 1,3 million de papiers graphiques sont assujettis à la REP depuis 2009.

Evolution du périmètre des papiers assujettis entre 2006 et 2010



Perspectives : élargissement au 1^{er} janvier 2010 du périmètre aux papiers à copier, enveloppes, envois de correspondance et catalogues de la VPC, soit plus de 2 Mtonnes supplémentaires.

Pour en savoir plus, lire la synthèse « Papier graphiques » Données 2009 – Collection REPÈRE téléchargeable sur le site Internet de l'ADEME : www.ademe.fr

www.ademe.fr

Relations presse ADEME – Ketchum :

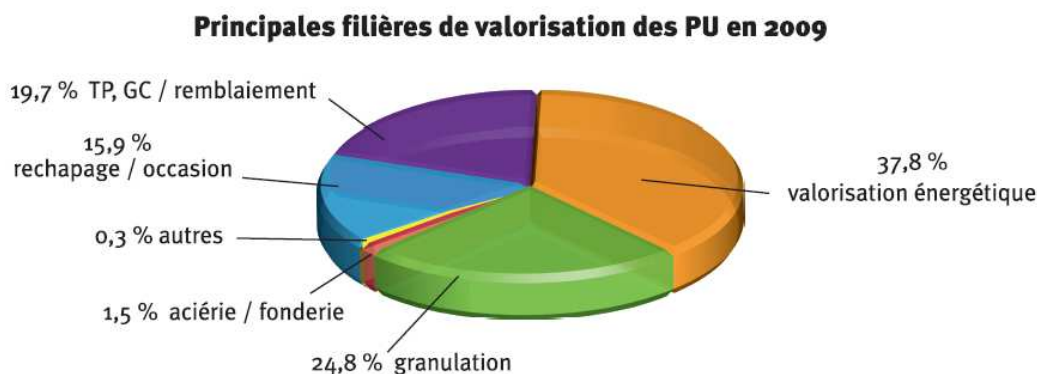
Aurélie Chambon – 01 53 32 56 88 – aurelie.chambon@ketchum.fr

Olivia Chabbert – 01 53 32 56 92 – olivia.chabbert@ketchum.fr

- **Les pneumatiques**

Chiffres clés 2009

Augmentation de 5,4% entre 2007 et 2010 de la masse moyenne des pneus usagés des véhicules légers et de 4,1% pour les pneus usagés des poids lourds
359 ktonnes mises sur le marché
389 ktonnes traitées



Perspectives : la Loi Grenelle 2 instaure un cadre législatif pour la filière REP des pneumatiques associés ou non à d'autres produits

Pour en savoir plus, lire la synthèse « Pneumatiques » Données 2009 – Collection REPÈRE téléchargeable sur le site Internet de l'ADEME : www.ademe.fr

- **Les textiles d'habillement, linge de maison, chaussures**

La filière a pour objectif de prendre en charge à moyen terme 50% des textiles, linges et chaussures consommés annuellement par les ménages (soit 350 000 tonnes de déchets sur 700 000 tonnes de produits neufs mis en marché) en privilégiant le réemploi et le recyclage et en favorisant la création d'emplois d'insertion. ECOTLC, l'éco-organisme de la filière est opérationnel depuis novembre 2009.

Chiffres clés 2009

700 ktonnes mises sur le marché (estimation annuelle)
125 ktonnes collectées

Pour en savoir plus, lire la synthèse « Textiles d'habillement, Linge de maison et chaussures (TLC) des ménages » Données 2009 – Collection REPÈRE téléchargeable sur le site Internet de l'ADEME : www.ademe.fr

www.ademe.fr

Relations presse ADEME – Ketchum :

Aurélie Chambon – 01 53 32 56 88 – aurelie.chambon@ketchum.fr

Olivia Chabbert – 01 53 32 56 92 – olivia.chabbert@ketchum.fr

Filières instaurées par la Loi Grenelle 2

- **Les bouteilles de gaz**

La loi Grenelle 2 instaure une filière REP pour les bouteilles de gaz destinées à un usage individuel à partir du 1er janvier 2011. La mise en œuvre de la loi est à construire.

- **Les déchets diffus spécifiques**

La Loi Grenelle 2 instaure une filière REP pour les produits chimiques provenant des ménages à partir du 1er janvier 2011.

Les Déchets Diffus Spécifiques (DDS) sont des déchets issus de produits chimiques, pouvant présenter un risque significatif pour la santé et l'environnement. Le gisement de DDS est estimé à 179 000 tonnes par an tous types de producteurs confondus dont 43 000 proviendraient des ménages.

- **Les déchets d'activités de soins à risques infectieux**

A la différence de la grande majorité des filières REP, cette filière constitue en premier lieu une réponse aux risques sanitaires que représentent les déchets d'activités de soins à risque infectieux (DASRI) perforants des patients en auto traitement pour les opérateurs de collecte.

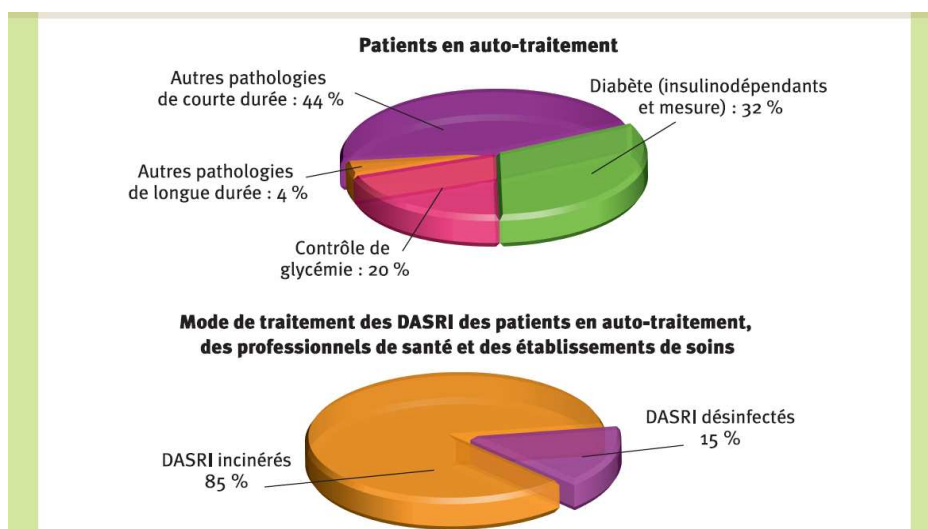
Chiffres clés 2009

1,4 million de patients en auto-traitement

360 tonnes/an de produits usagés

3,8 millions de boîtes de collecte en moyenne d'1L.

1,14 ktonnes/an de déchets conditionnés à collecter



www.ademe.fr

Relations presse ADEME – Ketchum :

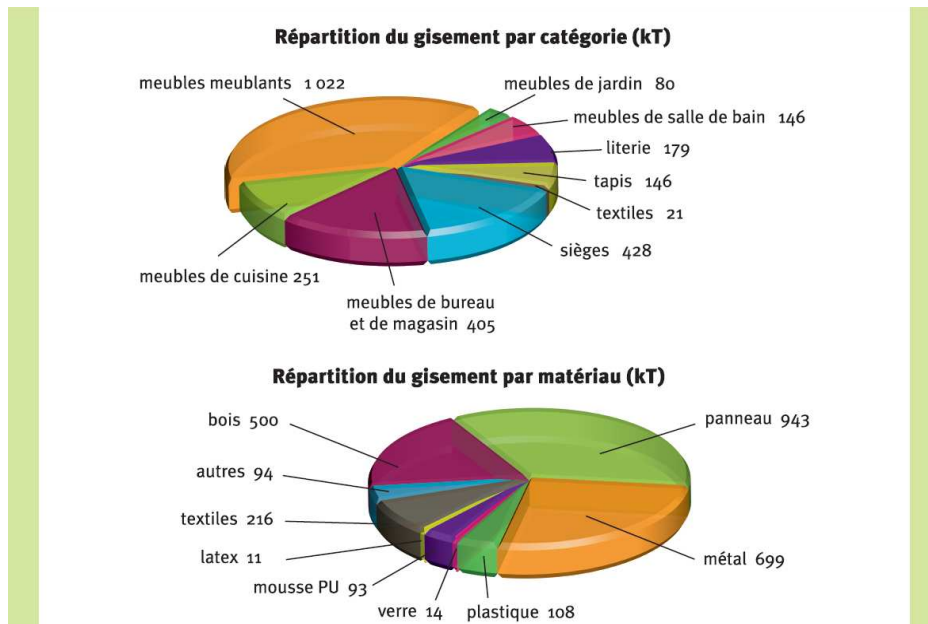
Aurélie Chambon – 01 53 32 56 88 – aurelie.chambon@ketchum.fr

Olivia Chabbert – 01 53 32 56 92 – olivia.chabbert@ketchum.fr

- **L'ameublement**

La Loi Grenelle 2 instaure une filière REP pour les éléments d'ameublement à partir du 1er janvier 2011.

Avec un gisement estimé à 2,7 millions de tonnes (dont environ 78% provenant des ménages et assimilés), cette filière REP représente un enjeu important pour les collectivités qui acceptent une grande partie des éléments d'ameublement usagé sur leurs déchèteries.



FILIERES VOLONTAIRES

Si les filières REP ont été, de manière générale, mises en œuvre dans le cadre d'une réglementation, il existe des initiatives où elles résultent d'une démarche purement volontaire de la part des industriels. Cette démarche est guidée par une double préoccupation : répondre à la demande de protection de l'environnement en s'impliquant notamment dans la gestion des produits usagés et démontrer aux pouvoirs publics que les industriels peuvent mettre en place des démarches responsables sans nécessiter de réglementation spécifique.

Les quelques exemples ci-dessous - choisis parmi les filières volontaires - illustrent la mobilisation des professionnels.

- **Produits de l'agrofourriture**

La France est le seul pays en Europe à disposer d'une organisation nationale ayant vocation à récupérer les déchets d'agro fourriture sur l'ensemble de son territoire.

Dès 2001, l'union des Industries de la Protection des Plantes (UIPP) crée la Société ADIVALOR qui définit les modalités techniques et financières de gestion des produits d'agro fourriture usagés. La collecte des déchets de l'agro fourriture a démarré avec la collecte des emballages vides de produits phytopharmaceutiques (EVPP) et la collecte des produits phytopharmaceutiques non utilisables (PPNU). La quasi-totalité du territoire est dorénavant couverte pour ces déchets. L'expérience acquise par ADIVALOR lui permet d'être actif dans la réflexion concernant la mise en place de filières pour d'autres produits : emballages de fertilisants (2008), films agricoles usagés (FAU - 2009). En 2009 est créée la filière des emballages de semences, sous l'égide du groupement national interprofessionnel des semences et plants (GNIS) en partenariat avec ADIVALOR.

Chiffres clés 2009

Les emballages de phytopharmaceutiques

Les emballages vides de produits phytopharmaceutiques

8 ktonnes mises sur le marché

5,3 ktonnes collectées -> atteinte de 66% de taux de collecte

4,5 ktonnes valorisées énergétiquement

Produits phytopharmaceutiques non utilisables

0,2 ktonne collectées

Les emballages de fertilisants et d'amendements

8 ktonnes d'emballages vides de produits fertilisants mis sur le marché

2,8 ktonnes collectées (soit 35% de taux de collecte)

www.ademe.fr

Relations presse ADEME – Ketchum :

Aurélie Chambon – 01 53 32 56 88 – aurelie.chambon@ketchum.fr

Olivia Chabbert – 01 53 32 56 92 – olivia.chabbert@ketchum.fr

Les films agricoles

Environ 49 ktonnes de films neufs mises sur le marché

Environ 73 ktonnes de films plastiques usagés souillés

Un peu plus de 15 ktonnes collectées, recyclées à 100%

Les emballages de semences et plants

550 tonnes d'emballages vides de semences et de plants

Démarrage des collectes en 2009 avec un taux de recyclage prévu de 100% (recyclage en Europe)

www.ademe.fr

Relations presse ADEME – Ketchum :

Aurélie Chambon – 01 53 32 56 88 – aurelie.chambon@ketchum.fr

Olivia Chabbert – 01 53 32 56 92 – olivia.chabbert@ketchum.fr

III. LE REEMPLOI et la vente d'occasion

La réparation, le réemploi, la vente d'occasion contribuent à la prévention des déchets en offrant une deuxième vie aux produits. Ils présentent en outre de véritables opportunités économiques et sociales pour les territoires.

A l'occasion du Colloque Filières & Recyclage, l'ADEME organise les 1eres Assises Nationales sur le Réemploi. L'occasion de faire le point sur les motivations et les freins au réemploi, la place du marché de la réparation et des biens d'occasion, le rôle des collectivités dans la promotion des structures ...

Les activités de réemploi et de vente d'occasion permettent d'offrir une nouvelle vie à un produit dont le propriétaire souhaite se défaire. Ces pratiques contribuent donc pleinement à la réduction des déchets. A ce titre, « la préparation au réemploi » a été identifiée comme la deuxième piste d'action prioritaire de la politique des déchets dans la directive cadre européenne du 19 novembre 2008 et dans le Plan déchets du Grenelle. Afin de soutenir le développement de ce secteur, l'ADEME lance et actualise un certain nombre d'études visant à améliorer la connaissance de ces activités (réparation, réemploi) et à évaluer l'évolution de leur perception par les français. Les premières assises du réemploi, organisées cette année dans le cadre du colloque Filières et Recyclage, ont pour objectif de favoriser la mise en visibilité de ce mode de consommation. L'ADEME accompagne également les grands réseaux nationaux du réemploi (Emmaüs, Réseau des Ressourceries) dans leurs démarches pour favoriser la professionnalisation du secteur.

A l'origine, le secteur du réemploi regroupait des structures majoritairement associatives, sans but lucratif et dont l'objet reste l'entraide. **Aujourd'hui le réemploi devient une modalité à part entière dans la politique des déchets** des collectivités et même de certains professionnels. Cette évolution révèle l'importance environnementale du réemploi, notamment en matière de préservation des ressources et de réduction des rejets de gaz à effet de serre.

Le réemploi présente trois intérêts majeurs :

- 1- **diminution des déchets** à recycler : en 2008, les acteurs de réemploi ont collecté plus de 450 000 tonnes dont **180 000 tonnes ont été ré-employées**,
- 2- développement de **nouveaux emplois** (souvent accessible à des personnes en situation de réinsertion sociale peu ou pas qualifiée) : l'activité de réemploi représente en France en 2008, quelques **16 000 emplois (équivalent temps plein)**,
- 3- **accession à l'achat de biens/équipements** à des prix compétitifs et donc abordables à une catégorie de citoyens à faibles revenus : le nombre de clients de biens ré-employés a été estimé en 2008 à **2,4 millions de personnes**.

www.ademe.fr

Relations presse ADEME – Ketchum :

Aurélie Chambon – 01 53 32 56 88 – aurelie.chambon@ketchum.fr

Olivia Chabbert – 01 53 32 56 92 – olivia.chabbert@ketchum.fr

Les Français et la seconde main

UN DEVELOPPEMENT SANS PRECEDENT

Selon une enquête IPSOS réalisée pour l'ADEME en juillet 2010, **7 Français sur 10 affirment aujourd'hui avoir déjà acheté des produits d'occasion, soit une augmentation de 11 points depuis 2004 (59%)**. Toutes les catégories sociales achètent des produits d'occasion : **79% des cadres supérieurs, 74% des employés et 73% des ouvriers disent avoir déjà acheté des produits d'occasion**.

Si le marché de l'occasion est ancré dans des traditions régionales parfois très anciennes, il connaît aujourd'hui en France une forte croissance, commune à celle d'autres pays, notamment au travers de la multiplication de vide-greniers, l'implantation d'enseignes spécialisées et l'essor d'Internet.

Cette tendance est confortée voire renforcée par la crise économique qui incite les Français à consommer moins cher et à consommer autrement.

Si le prix reste la principale motivation de l'achat d'occasion pour 64% des répondants, l'enquête relève une légère augmentation de la perception des avantages environnementaux et sociaux du ré-emploi.

DES COMPORTEMENTS QUI EVOLUENT

Consommer plus malin tout en agissant pour l'environnement... C'est dans cette double démarche que s'inscrivent les Français dans leur consommation d'objets issus du réemploi

L'enquête IPSOS montre que les comportements d'achat vis-à-vis des produits d'occasions varient suivant les couches sociales. Ainsi si la hausse de la fréquentation des structures du réemploi est plus marquée parmi les jeunes et les plus modestes, **45% des cadres déclarent fréquenter davantage ces magasins** par rapport à il y a deux ans. Une évolution qui résulte probablement de la propension d'une partie des consommateurs français à se montrer en permanence à l'affût du « bon plan » et de l'achat malin.

Le niveau moyen de fréquentation est cependant variable selon les revenus. Plus les revenus sont élevés moins le nombre de fréquentation l'est (46% des répondants dont le niveau de revenu est supérieur à 3000 euros nets mensuels déclarent s'y rendre moins d'une fois par mois, tandis que 38% des répondants aux revenus plus modestes, moins de 800 euros nets mensuels, annoncent fréquenter ces structures au moins plusieurs fois par mois).

Surtout, **l'âge apparaît comme un facteur discriminant**, dans la mesure où 77% des moins de 35 ans (et jusqu'à 86% des 18-24 ans) ont déjà effectué des achats d'occasion, contre seulement 45% des plus de 65 ans. **55% des plus de 65 ans se montrent opposés à la**

www.ademe.fr

Relations presse ADEME – Ketchum :

Aurélie Chambon – 01 53 32 56 88 – aurelie.chambon@ketchum.fr

Olivia Chabbert – 01 53 32 56 92 – olivia.chabbert@ketchum.fr

démarche.... Ils expliquent leur attitude principalement par le manque de réflexe mais également par l'image toujours persistante qu'ils ont de ces produits qu'ils voient toujours comme peu fiables et non hygiéniques.

Les freins à lever...

Les craintes liées à l'hygiène et à l'absence de SAV constituent donc toujours un frein à l'achat de produits d'occasion aux yeux de certains consommateurs (28% des répondants indiquent qu'ils n'achètent pas certains produits d'occasion, à cause de l'absence de service après vente et 27% car ils ont peur que les produits ne fonctionnent pas ou qu'ils soient abîmés).

Si le nombre de réfractaires à tendance à diminuer (30% aujourd'hui contre 41% en 2004) ces derniers paraissent aujourd'hui plus difficiles à convaincre car leur capacité d'engagement est limitée... **Les plus âgés apparaissent encore une fois comme les plus réfractaires** (64% des retraités et 69% des 65 ans et +). Lorsqu'on leur demande **ce qui pourrait les inciter à acheter de l'occasion** et qu'on leur propose des améliorations potentielles, **19% des personnes n'ayant jamais acheté de produit d'occasion répondent qu'aucune d'entre elles ne leur conviendrait** (+3 points par rapport à 2004).

Les canaux d'achats varient suivant les caractéristiques sociodémographiques.

Canal de vente	Clientèle
Dépôts vente	<ul style="list-style-type: none">▪ 35 ans et + (72%)▪ Personnes résidant dans des agglomérations de 100 000 hab. et + (42%)▪ CSP modestes
Brocante	Profils assez similaires à ceux des dépôts-vente, mais avec une répartition entre les différentes agglomérations plus équilibrée
Internet	Plébiscité par les jeunes et les habitants des grandes agglomérations, mais adopté dans des proportions similaires par l'ensemble des CSP
Petites annonces	Davantage utilisées par : <ul style="list-style-type: none">▪ les 25-49 ans▪ les CSP intermédiaires & modestes▪ les personnes résidant dans des agglomérations peu peuplées (39% vivent en zone rurale et 25% dans une agglomération de moins de 20.000 habitants)

www.ademe.fr

Relations presse ADEME – Ketchum :

Aurélie Chambon – 01 53 32 56 88 – aurelie.chambon@ketchum.fr

Olivia Chabbert – 01 53 32 56 92 – olivia.chabbert@ketchum.fr

Panorama des acteurs du réemploi et de l'occasion

Si la vente d'occasion et le réemploi participent tous deux à la réduction de la quantité de déchets, ces deux activités se différencient par leur finalité :

- **l'occasion se caractérise par une transaction** financière ou matérielle entre le propriétaire initial et le repreneur ;
- **le réemploi se caractérise actuellement par le don ou l'abandon** de l'objet par son propriétaire initial

Le secteur du réemploi en France a une vocation sociale importante et se caractérise par l'importance du secteur associatif. Il est dominé par trois réseaux spécialisés – Emmaüs, Envie et le réseau des ressourceries – auxquels s'ajoutent les activités exercées par des associations - Croix Rouge, Restos du Cœur, Secours catholique – et des acteurs indépendants – Entreprise d'insertion.

Le secteur du **réemploi** générerait, en 2008 un **chiffre d'affaires de 200 à 300 millions d'euros** tandis que celui du secteur de **l'occasion est estimé à 5 à 6 milliards d'euros**, soit 20 à 30 fois le chiffre d'affaires du ré-emploi. Sites internet de mise en relation, vente au déballage et dépôts vente sont les principaux canaux d'achat d'occasion. L'émergence des marchés en ligne et sites d'annonce a d'ailleurs permis de relancer le marché de l'occasion qui montre un dynamisme assez fort et devrait connaître, en 2010, une croissance de 5%.

Les activités de réemploi ne sont pas exercées à des fins économiques. Les chiffres d'affaires réalisés ne permettent donc pas toujours aux structures de financer leur activité et ils sont compensés par des aides publiques et/ou par les revenus d'autres activités (tri, préparation au recyclage, vente de produits neufs...). Les finalités des activités de réemploi sont principalement sociales : en termes d'emplois totaux, **l'activité de réemploi occupe environ 16 000 équivalents temps plein**. Les emplois d'insertion adaptés et les compagnons représentent 40% de ces emplois.

En 2008, les acteurs du réemploi ont collecté plus de 450 000 tonnes et réemployé environ 180 000 tonnes de biens. 40% des tonnages collectés sont des textiles, suivis des mobiliers et des équipements électriques et électroniques. Le nombre de clients serait de l'ordre de 2,4 millions de personnes

www.ademe.fr

Relations presse ADEME – Ketchum :

Aurélie Chambon – 01 53 32 56 88 – aurelie.chambon@ketchum.fr

Olivia Chabbert – 01 53 32 56 92 – olivia.chabbert@ketchum.fr

Le Marché de l'occasion en Europe

Il est très difficile d'évaluer le marché de l'occasion en Europe car bon nombre de transactions se font de particulier à particulier d'où l'absence de facture, TVA, déclaration de revenus générés...soit une impossible traçabilité.

L'Observatoire Cetelem de la Consommation 2010 a tenté d'apporter un éclairage sur ce point : **60% des 8 000 Européens interrogés fin 2009 déclarent avoir acheté au moins une fois des produits culturels d'occasion** (livre, CD, DVD, jeux vidéo...). Plus surprenant, **43% d'entre eux ont déjà acheté des vêtements d'occasion**.

Par ailleurs :

- **39% des européens ont vendu au moins une fois des produits culturels d'occasion.**
- **29% d'entre eux ont vendu des vêtements d'occasion**
- **27% du matériel pour enfants (jouets, vêtements...).**

Comment expliquer un tel phénomène ? Pourquoi les consommateurs n'hésitent-ils plus à acheter ou vendre des produits de seconde main ?

Plusieurs explications peuvent, au moins en partie, permettre de comprendre le phénomène.

- 1- **Le pouvoir d'achat** qui reste une préoccupation majeure des Européens qui estiment, pour une majorité d'entre eux, qu'il ne cesse de baisser. Le marché de l'occasion leur apparaît dès lors comme une véritable alternative.
- 2- Acheter des produits de seconde main est de moins en moins perçu comme dévalorisant par les consommateurs européens. Seuls 10% des Français, considèrent ce type d'achat dévalorisant (12% des Britanniques mais 51% des Portugais ou 45% des Italiens).
- 3- **Un acte citoyen** : acheter des produits d'occasion constitue un acte qui préserve l'environnement.
- 4- **Une évolution de la relation à l'objet** de plus en plus basée sur l'usage et de moins en moins sur la propriété (jeux ou livres fréquemment revendus au bout de quelques jours).

Les produits d'occasion répondent donc en Europe comme en France à la double attente des consommateurs : économique et écologique Pour autant, il ne faut pas surestimer le phénomène : les montants unitaires restent faibles (77% des Européens déclarent vendre pour moins de 300 euros à l'année).

www.ademe.fr

Relations presse ADEME – Ketchum :

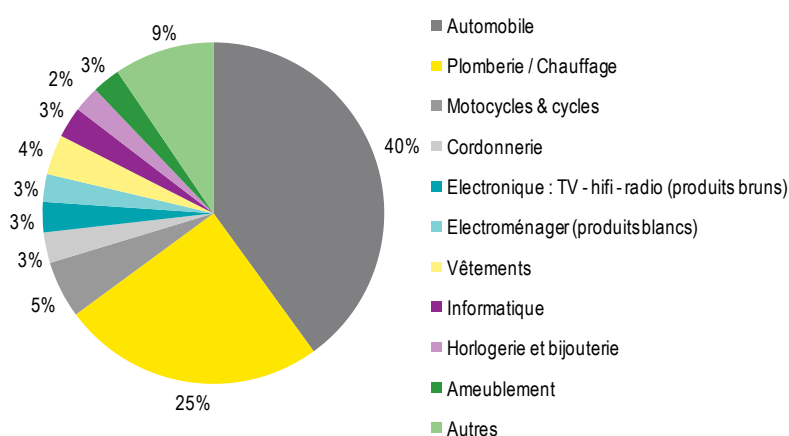
Aurélie Chambon – 01 53 32 56 88 – aurelie.chambon@ketchum.fr

Olivia Chabbert – 01 53 32 56 92 – olivia.chabbert@ketchum.fr

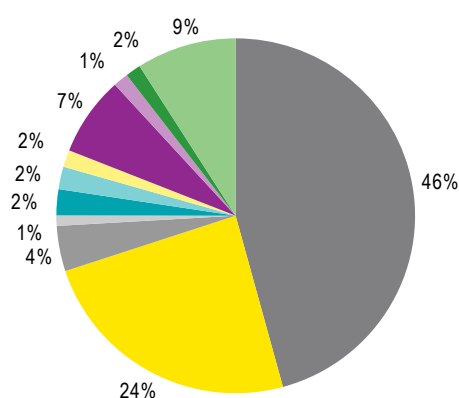
Panorama du secteur de la réparation en France en 2010

L'ADEME a mené, en 2010, une étude d'« Actualisation du panorama de l'offre de la réparation en France » qui fait suite au panorama de l'offre de la réparation établi en 2007 (études réalisées par Ernst&Young).

En 2009, le secteur de la réparation compte plus de 125 000 entreprises tous secteurs confondus, employant près de 525 000 personnes. La réparation automobile est le secteur le plus important, représentant 40 % des entreprises et plus de 45 % des emplois du secteur de la réparation en France. La plomberie représente le deuxième secteur de la réparation en 2009 avec 25 % du nombre d'entreprises et 24 % du nombre d'emplois. Les entreprises de la réparation sont caractérisées par un nombre moyen d'emplois par entreprise assez faible (en moyenne 3,5 salariés, hors automobile et plomberie).



Nombre d'entreprises



Nombre d'emplois

Entre 2006 et 2009, on constate une baisse globale du nombre d'entreprises de la réparation de 17 %. Les secteurs les plus touchés sont les secteurs de la réparation de biens domestiques où des baisses supérieures à 25 % sont constatées en particulier sur la cordonnerie, le vêtement et l'ameublement.

Activité	Evolution du nombre d'entreprises	Evolution du nombre d'emplois
Automobiles, motocycles et cycles	-13 % ↓	-20 % ↓↓
Plomberie, chauffage	-19 % ↓↓↓	-12 % ↓
Appareils électriques, électroniques et informatique grand public	-22 % ↓↓↓	-22 % ↓↓
Cordonnerie	-26 % ↓↓↓	-34 % ↓↓↓↓
Vêtement	-28 % ↓↓↓	-33 % ↓↓↓↓

www.ademe.fr

Relations presse ADEME – Ketchum :

Aurélie Chambon – 01 53 32 56 88 – aurelie.chambon@ketchum.fr

Olivia Chabbert – 01 53 32 56 92 – olivia.chabbert@ketchum.fr

Ameublement	-27 % ↓↓	-23 % ↓↓
Horlogerie Bijouterie	-12 % ↓	-19 % ↓
Autres	-17 % ↓	-18 % ↓
Total	-17 % ↓	-19 % ↓

Les principaux freins identifiés lors de l'étude de 2007 ont été confirmés, accentués par la crise économique ; ceux-ci se révèlent tout au long du cycle de vie des produits :

- lors de l'achat, le **manque d'information** sur la durée d'utilisation des produits et sur leur réparabilité dirige le consommateur vers les produits les moins chers et souvent les moins facilement réparables.
- lors de la panne, l'**attractivité des produits neufs** et le **rapport souvent trop faible du coût du neuf sur le coût de la réparation** favorisent l'achat d'un produit neuf. Ensuite, le **manque de visibilité des professionnels de la réparation** et le manque d'information du consommateur sur le coût de la réparation n'incitent pas le consommateur à se tourner vers le marché de la réparation.
- lors de la réparation, du fait de leur conception, certains **produits** ne sont pas réparables (produits scellés, moulés, ...), les **pièces détachées** de plus en plus diversifiées ne sont pas toujours disponibles et la **complexité croissante** des produits exige un niveau de compétences de plus en plus élevé pour réparer certains produits. Par ailleurs, la pérennité de l'offre de réparation est menacée, certains artisans de la filière ne trouvant **pas de repreneur**.

Pour faire face à ces évolutions, on observe une implication grandissante des fabricants sur le marché de la réparation. Par exemple, le projet STAR (Stations Techniques de Réparateurs Agréés) est un projet développé en juin 2009 par certains fabricants de l'électroménager pour soutenir les réparateurs d'électroménager via une labellisation et la création d'une centrale d'achat.

Enfin, on observe ces dernières années de **nouvelles tendances dans la façon de consommer** avec un moindre attachement à la possession, les études sociologiques et de marché indiquant que l'achat de l'usage du produit plutôt que du produit lui-même (location par exemple) devrait prendre de l'ampleur. Ces nouveaux modèles économiques (« économie de l'usage ») devraient amener les fabricants à évoluer : rapprochement avec les clients finaux, optimisation des produits en fonction de l'usage qu'en fait chaque catégorie de client, intégration d'activités pour apporter un service global, etc. On pourrait alors observer une professionnalisation des réparateurs qui travailleraient directement avec les fabricants et non plus avec les consommateurs.

Les collectivités et l'économie sociale & solidaire

Dans le domaine de la collecte, du tri et de la réutilisation des déchets, le partenariat des collectivités locales avec les structures de l'économie sociale et solidaire n'est pas nouveau. Mais l'évolution du paysage de la gestion des déchets et le développement de la responsabilité élargie du producteur font qu'aujourd'hui ces structures ne sont plus les seules à s'intéresser à ces créneaux. Certaines de ces activités jusqu'ici menées de façon « expérimentale » sont désormais à la limite du secteur concurrentiel.

En matière de déchets, les structures de l'économie sociale et solidaire interviennent à deux niveaux :

- 1- **dans la prévention des déchets**, notamment par la collecte de produits divers récupérés auprès des particuliers ou en déchèterie et une action de réemploi
- 2- **dans la gestion des déchets**, par exemple via des prestations de collecte (encombrants, Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE),...) pour les collectivités locales, et de préparation au recyclage des produits non réemployables.

Avec la responsabilité élargie du producteur, la mise en place de systèmes de financement de l'élimination des déchets a entraîné une nouvelle situation de concurrence avec les opérateurs traditionnels du déchet sur certains secteurs de la collecte ou du traitement des déchets qui n'intéressaient que les structures de l'économie sociale et solidaire, comme par exemple le démantèlement des DEEE.

Le principe de libre concurrence oblige alors les collectivités à respecter scrupuleusement les règles du Code des marchés publics et du Code de commerce, sous peine de voir annuler leurs contrats et conventions. Les impératifs de sécurité et de respect des normes environnementales sont en outre de plus en plus prégnants et s'imposent aussi à ces structures.

Le paysage de l'économie sociale et solidaire se complexifie également : à côté de structures anciennes, on constate une multiplication des initiatives et réseaux se positionnant sur ce créneau des activités de collecte séparative, de tri ou de démantèlement. Avec des approches tantôt complémentaires, tantôt en concurrence.

Pour en savoir plus :

Partenariats entre les collectivités et les structures de l'économie sociale et solidaire. Applications et recommandations

GUIDE AMORCE mars 2009

Des exemples à suivre: ressourcerie-recyclerie Les Ateliers de la Bergerette en Picardie
www.ademe.fr/eas

www.ademe.fr

Relations presse ADEME – Ketchum :

Aurélie Chambon – 01 53 32 56 88 – aurelie.chambon@ketchum.fr

Olivia Chabbert – 01 53 32 56 92 – olivia.chabbert@ketchum.fr